

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Grève à la RATP ILS TIENNENT BON !

Après un arrêt momentané de la grève ce week-end, arrêt décidé pour ne pas perdre inutilement de l'argent, la grève à la RATP se poursuit. Mardi matin, a eu lieu une manifestation qui fut très combative et dont nous parlerons dans notre numéro de demain. Au dépôt de Pleyel, la direction punit les grévistes (ces derniers avaient fait une heure de grève en prise de service). A Fontenay-aux-Roses, de jeunes machinistes se sont entendus dire par le commandement local que leur commissionnement serait remis en cause (c'est leur titularisation). A d'autres agents se portant grévistes par téléphone, il fut répondu (toujours par ce même commandement) que leur journée ne compterait pas en grève, mais en absence illégale, avec punition à la clé en prise de service). A

Suite page 8

L'évasion de Mesrine

Trop belle pour être honnête

L'évasion de Mesrine, un truand de haut calibre, auteur de plusieurs meurtres, condamné à 20 ans de prison le 19 mai 1977, détenu dans le « quartier de haute sécurité » (QHS) est plus que troublante. En effet, Mesrine est connu par la police et le personnel des prisons comme un truand très dangereux. Il devait faire donc l'objet d'une surveillance extrêmement stricte. De plus, il est connu qu'on ne s'évade pas des QHS. Or, Mesrine, comme il a été dit, a bénéficié d'un « concours de circonstances extraordinaires ». Tellement extraordinaire qu'il est impossible qu'il ait pu s'évader sans que son évasion soit prévue et qu'elle soit favorisée dans et hors de la prison. Mesrine disposait d'armes : trois pistolets dans une cache que seuls des gardiens ou des complices à l'intérieur de la prison ont pu y mettre.

Il disposait d'une grenade lacrymogène. Comme par hasard, les surveillants ne riposteront pas sur le coup. Ils étaient pourtant armés.

(Suite page 8)

Séguy-Maire-Bergeron : LES FORCENÉS DE LA NEGOCIATION

Pendant qu'ils négocient, patronat et gouvernement passent aux actes contre les travailleurs

Après Giscard, après Barre, Séguy, tout comme Maire et Bergeron, a rencontré Ceyrac, le patron des patrons, pour discuter avec lui. Pour discuter, finalement Ceyrac et Séguy ont discuté puisque l'entretien a duré trois heures. Trois heures de baratin dont rien de bon n'est sorti pour les travailleurs, comme il fallait s'y attendre. Séguy, à sa sortie de la discussion, est apparu mécontent. A un journaliste qui lui demandait s'il était venu pour rien, il a répondu : « Non, dans la mesure où il y a des possibilités de discussion, oui dans la mesure où à la sortie, nous ne pouvons



Lundi soir, à TFI, Bergeron et Séguy se sont retrouvés après leur visite à Ceyrac. La négociation à froid est la tactique adoptée par les trois directions syndicales.

rien annoncé de concret pour les travailleurs ».

Après avoir demandé durant des années, avec son compère Maire, l'ouverture de négociations, Séguy est donc servi. Il a, en effet, trouvé en Giscard et Ceyrac de chauds partisans de la négociation tous azimuts. Quant aux résultats pour les travailleurs, ils sont là : néant. En effet, ce qui compte, ce n'est pas la négociation mais la lutte. Jamais le patronat ne lâchera des revendications importantes au cours de simples négociations. Si Giscard et Ceyrac ont invité les dirigeants syndicaux à discuter, ce n'est pas pour satisfaire les revendications des travailleurs, mais pour les faire collaborer à leur plan d'austérité ou du moins pour les neutraliser. Séguy constate que rien n'a changé. Bien. Mais, lui non plus n'a en rien changé. Les plans Barre 1 et 2 d'avant les élections n'ont trouvé devant eux aucune riposte des directions syndicales. Aujourd'hui, l'austérité s'aggrave et Séguy ne trouve rien de mieux que de dire : « Il y a une grande similitude entre la lettre du Premier ministre et les propositions par nos interlocuteurs ».

prix le 1er Mai. Il s'apprête à continuer, ces prochaines semaines, en augmentant les prix de l'essence, du tabac et des cigarettes. C'est l'avalanche des hausses. Pendant ce temps, Séguy discute avec Ceyrac. Mais, de lutte, il n'en est pas question, tout comme pour les précédents plans de Barre. A la RATP, par exemple, même si les dirigeants syndicaux ne s'opposent pas de front à la lutte, ils la freinent, essayent de la contenir, de l'isoler afin d'y mettre un terme. Ils discutent donc, mais ne veulent pas se battre.

La seule solution pour la direction de la CGT, comme de la CFDT, c'est bien de prendre la perche que leur tend le gouvernement et les patrons. Elles n'ont aucune autre perspective. Séguy en est réduit à ressasser la veillerie usée qu'est « l'unité d'action entre les grandes centrales syndicales représentatives » autrement dit, les éternelles journées ou grèves de 24 h tellement discréditées que Maire lui-même, pour le moment, n'en veut plus.

Ainsi donc, grâce à sa politique de négociation, et alors que les directions syndicales n'ont plus de perspectives puisqu'elles rejettent la seule qui soit efficace, la lutte, le gouvernement a l'initiative la plus totale pour faire passer l'austérité.

Que patronat et gouvernement marchent la main dans la main, c'est une évidence qui n'est pas nouvelle. C'est l'abc en matière de syndicalisme. Pendant que Séguy fait semblant de découvrir cette vérité, le gouvernement, lui, est passé aux actes et a augmenté les

C'est plus que jamais aux travailleurs unis dans la lutte de relever le défi et, quelles que soient les difficultés, de lutter pied à pied contre la politique de misère du capital.

L'HUMANITE ROUGE A «TRIBUNE LIBRE»

Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40

SUR LE THEME

«LES MILITANTS MARXISTES-LENINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF»

Discutez-en autour de vous et organisez une écoute collective

● OPEP

A la recherche d'une stratégie commune

C'est une réunion pas comme les autres qui a rassemblé ce week-end, à Taïf (Arabie Saoudite), les représentants des gouvernements des treize pays exportateurs de pétrole, membres de l'OPEP.

Pour la première fois, en effet, ces pays qui, réunis, représentent la moitié de la production mondiale de pétrole, se retrouvaient pour discuter, sans obligation de parvenir immédiatement à des décisions précises, des problèmes à long terme de la production de la principale source d'énergie du monde.

Au cours des débats fructueux de cette rencontre, tous les participants ont exprimé leur commune inquiétude devant la baisse considérable de leurs revenus, due à la dévalorisation du dollar.

UNE BAISSSE DE 70 %

Depuis le triplement du prix du pétrole brut en 1973, le pouvoir d'achat des pays producteurs a baissé de 70 %, en raison de l'inflation mondiale et de la dépréciation du dollar. Il risque, dans les prochains mois, de retomber au niveau de 1973, avant la hausse intervenue. La chute du dollar se traduit actuellement par une perte de 19 milliards de dollars par an pour les pays producteurs. Si l'on ajoute à cela l'effet de l'inflation importée des pays capitalistes, le

prix réel du pétrole ne dépasse guère quatre dollars alors que son prix nominal est actuellement de 12,70 dollars.

UNE FORMULE ORIGINALE

Pour lutter contre cette situation, la marge de manœuvre de l'OPEP est relativement étroite. Le marché mondial du pétrole est, dans la période conjoncturelle actuelle, excédentaire, même si cet excédent est tombé de deux millions à un million de barils par jour. Le problème de la régulation de la production est donc également à résoudre.

Sur toutes ces questions qui se posent aux pays

producteurs, les voies divergent encore, mais la préoccupation est commune et la formule d'un débat ouvert et constructif, adoptée à Taïf, a permis de progresser dans la réflexion.

Un certain nombre de pays - Irak, Lybie, Algérie, Venezuela - se sont prononcés dès maintenant pour un relèvement des prix, gelés depuis 1976. D'autres, comme l'Arabie Saoudite et la plupart des pays du Golfe, estiment que cette augmentation n'est pas souhaitable dans la conjoncture économique internationale actuelle et spéculent sur un possible redressement du dollar, tout en rappelant qu'en 1975 l'OPEP avait décidé d'adopter des droits de tirage spéciaux en remplacement du dollar et que cette décision, non encore appliquée, existe toujours.

Les pays producteurs de pétrole de l'OPEP sont tous des pays du tiers monde. Ils entendent que leurs richesses naturelles soient payées à leur juste prix afin de permettre un développement sensible de leur économie avant l'épuisement de ces ressources.

C'est dans cet esprit qu'ils ont décidé, à Taïf, la création d'une commission, composée de six pays membres de l'OPEP et destinée à étudier les problèmes à long terme qui se posent aux pays producteurs de pétrole.

Raids sanglants des racistes Sud-africains contre les namibiens réfugiés

Bilan:

600 morts !

Le gouvernement raciste Sud-africain s'est vanté vendredi d'avoir tué un « nombre élevé » de combattants patriotes namibiens au cours de l'attaque déclenchée jeudi contre un camp de réfugiés de la SWAPO en Angola, à 250 km au nord de la frontière namibienne. Il a expliqué cette nouvelle et criminelle agression contre le peuple namibien par la nécessité de « calmer l'ardeur de la SWAPO » à un moment crucial dans les négociations sur l'avenir de la Namibie où le régime Sud-africain continue de régner par la terreur en toute illégalité.

Ce raid sanglant aurait fait plus de six cents morts et de très nombreux blessés parmi les réfugiés namibiens pilonnés par les bombardiers Sud-africains puis traqués par les parachutistes lâchés au-dessus du village de Casinda.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni vendredi pour examiner cette nouvelle agression. Une résolution, présentée par les pays non-alignés a été votée à

l'unanimité, condamnant le raid meurtrier des racistes Sud-africains.

La résolution réaffirme « l'appui du Conseil de sécurité à la lutte juste et légitime que mène le peuple namibien pour obtenir sa liberté et son indépendance et pour défendre l'intégrité territoriale de son pays... Il exige que l'Afrique du Sud mette fin sans plus tarder à son occupation illégale de la Namibie, en se conformant aux résolutions du Conseil de sécurité... »

De leur côté, les responsables de la SWAPO ont énergiquement dénoncé « l'assassinat de sang-froid de femmes et d'enfants namibiens... Il apparaît très clairement que l'Afrique du Sud n'entend pas abandonner la Namibie et cherche à maintenir son exploitation des ressources humaines et naturelles du peuple namibien, et concluent en appelant à l'intensification de la lutte armée qui porte déjà des coups très sévères aux troupes racistes Sud-africaines qui occupent la Namibie ».

La visite du président Houa Kuo Feng en Corée

« Toutes les combinaisons pour créer deux Corées sont vouées à l'échec »



Le président Hua Kuo Feng rencontre le président Kim Il Sung.

Pour son premier déplacement officiel à l'étranger, le président Houa Kuo-feng a choisi de rendre visite à un pays voisin et frère : la République populaire de Corée. Les liens entre les peuples et les partis chinois et coréens sont, en effet, anciens et solides.

Lorsque le train spécial du président Houa est arrivé à la frontière sino-coréenne, il a été chaleureusement accueilli par une délégation du Parti des travailleurs de Corée et une foule d'habitants de la ville-frontière de Sinuiju qui avaient envahi les quais, agitant des fleurs, dans un immense enthousiasme.

A Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, de grandes fêtes et des rassemble-

ments populaires accueillent le représentant du parti et de l'État chinois. Au cours d'une réception officielle, offerte par le président Kim Il Sung, Houa Kuo-feng a réaffirmé la solidarité du parti et du peuple chinois à la lutte du peuple coréen pour la réunification démocratique de sa patrie. Il a exigé notamment la prompt dissolution du commandement de l'ONU en Corée du Sud et le retrait immédiat des troupes amé-

ricaines auxquelles ce commandement sert de parapente. La réunification de la patrie du peuple coréen, a-t-il déclaré « doit être réglée par le peuple coréen lui-même et sans intervention de quelque force étrangère que ce soit. (...) »

C'est le désir profond du peuple coréen tout entier de réunifier son pays rapidement. Mais, à cause du sabotage et de l'obstruction de l'impérialisme américain et de la clique de Park Chung Hee, la Corée est encore divisée à l'heure actuelle. (...) Toutes les combinaisons pour créer deux Corées sont vouées à l'échec ».

La politique d'annexion d'Israël Rien de changé, au contraire...

Les dirigeants du « Mouvement pour la paix dès maintenant », hostile à la politique d'annexion d'Israël, ont entrepris une série de démarches auprès des forces politiques israéliennes pour leur demander de clarifier leur position sur un retrait israélien de Cisjordanie. Ils affirment, en effet, que les positions de Begin et de son parti, le Herouth, trahissent les aspirations de la majorité de la population.

« COMME DES COCHONS »

Le mouvement qui continue de se développer vigoureusement rencontre l'hostilité de plus en plus ouverte des partisans de la politique d'agression et d'expansion des supporters de Begin. Ses membres ont décidé de porter plainte à la suite d'une multiplica-

tion de menaces et d'attaques dirigées contre eux.

Ils ont notamment reçu d'un groupe clandestin qui s'intitule « Pour la répression des traîtres » une lettre les menaçant de « les saigner comme des cochons » s'ils n'abandonnaient pas immédiatement leur campagne sur le thème : « Mieux vaut la paix aujourd'hui sans les territoires occupés que les territoires sans la paix ».

DES ACTES EN CONFORMITÉ AVEC LES PAROLES

Au cours de son récent voyage à New-York, Begin a clairement réaffirmé qu'il entendait maintenir sa politique expansionniste en déclarant notamment : « Israël a le droit de fonder des points de peuplement

en Cisjordanie et n'a pas l'intention de suspendre la création de telles implantations, même durant les négociations ».

Et les actes suivent les paroles : les autorités israéliennes viennent d'annoncer la construction d'une nouvelle prison dans la région de Bir-Sabeh (désert du Néguev) qui doit servir de « principal lieu d'incarcération » des détenus arabes. Elles justifient cette décision par le fait que les « établissements pénitentiers actuellement affectés aux Arabes n'offrent plus les conditions de sécurité requises à la suite de l'agitation qui s'est multipliée récemment dans les prisons israéliennes ». Cela n'empêche pas la Résistance palestinienne de multiplier ses actions armées contre l'occupant sioniste dans tous les secteurs d'Israël.



A propos du Tchad et du Sahara occidental

Une agression qui veut cacher son nom

Interrogé devant le club de la presse d'Europe 1 sur les engagements français au Tchad et au Sahara occidental, Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, a cru s'en tirer à bon compte en s'abritant derrière les accords de coopération.

« La France, a déclaré Guiringaud, aide des gouvernements légitimes d'États avec lesquels nous avons des accords de coopération et dans lesquels vivent plusieurs milliers de civils français... Lorsque ces pays sont l'objet d'agressions extérieures et nous demandent notre aide, nous ne pouvons pas refuser. »

Guiringaud invoque, pour justifier l'agression française, l'aide à des gouvernements légitimes, victimes d'agressions extérieures. Cela était vrai quand il s'agissait du Zaïre dont l'indépendance était menacée par des troupes soviéto-cubaines venant de l'Angola. Mais au Tchad et au Sahara occidental, la situation est tout à fait différente et, ici, c'est bien l'impérialisme français qui est l'agresseur.

AU TCHAD, SUCCES DE LA GUERRILLA

La colonisation française au Tchad s'est toujours heurtée à une résistance importante. La guérilla a continué après l'indépendance politique acquise en 1960 et à partir de 1966 le régime Tombalbaye a connu des échecs croissants face au Front de libération nationale du Tchad (Frolinat). C'est pour cette raison et pour sauvegarder ses intérêts que l'impérialisme français a envoyé un corps expéditionnaire au Tchad. Sous le gouvernement de Maloum, après le coup d'État militaire du 13 avril 1975, la lutte armée populaire n'a cessé de progresser et les trois-quarts du territoire sont maintenant contrôlés par le Frolinat. Voilà pour-



Une automitrailleuse française au Tchad ; au service des intérêts de l'impérialisme français.

Qui était Curiel ?

Les interrogations continuent de faire les beaux jours de la presse et de la radio. La mort de Curiel est un « mystère ». Il existe toutefois un certain nombre de faits permettant de se faire une petite idée sur qui était ce personnage.

Né dans une riche famille égyptienne, Curiel milite dans les rangs du Parti communiste égyptien. Expulsé par Nasser, il vit alors successivement à Athènes, Paris, Rome, Prague.

Peu après 1960, il se déclare partisan des thèses soviétiques. Plus tard, il crée le réseau « Solidarité » qui se nommera par la suite « Aide et amitié ». Un des buts du réseau Curiel est le « soutien aux révolutionnaires du tiers-monde », selon le texte.

Le nom du réseau Curiel sera prononcé à propos d'un certain nombre d'articles de terrorisme, notamment en août 1976, par un article de Suffert dans le « Point ». En 1968, puis 1974, deux enquêtes sur le terrorisme (au Guatemala et au Japon) font remonter la police jusqu'à Curiel.

Dès lors, une idée fit son chemin. Les sympathies avouées de Curiel pour l'URSS d'une part, les soupçons qui planent autour de son aide à des mouvements terroristes comme celui de Carlos, permirent de penser qu'il était membre du KGB (espionnage russe) et chargé de semer le trouble au service de Moscou en suscitant

des actes de terrorisme.

Curiel s'en défendait en disant : « On ne peut être ami de l'URSS et du terrorisme ». Et ses sympathies pour l'URSS, il ne les cachait pas : « L'URSS, c'est l'endroit le plus grand de la concentration de la compétence marxiste ».

Or pourquoi ne peut-on pas, à l'heure actuelle, être pro-soviétique et pro-terroriste ? Pourquoi les services secrets russes ne provoqueraient-ils pas des troubles par terrorisme interposé, eux qui fomentent des coups d'État au Soudan ou en Afghanistan ?

Alors, Curiel était-il agent du KGB et lié aux réseaux terroriste ?

Sans doute. Mais ce n'est jamais le genre de chose que l'on peut prouver sans contestation possible. Une chose par contre coup est absolument incontestable : l'admiration pour l'URSS de Brejnev ne permet pas d'en faire un ami de la paix, des peuples ou du tiers-monde. On ne peut pas à la fois « aimer l'homme passionnément » et admirer le pays de camps de concentrations et des interventions militaires en Tchécoslovaquie et en Afrique.

quoi le gouvernement français a envoyé depuis quelques mois 1 200 à 1 500 hommes, appuyés par une dizaine d'avions à réaction « Jaguar ».

Bien sûr, Guiringaud prétend qu'ils sont destinés à protéger les coopérants français mais il suffit de voir à quoi une telle protection sert de prétexte au Sahara occidental.

UNE AGRESSION INJUSTIFIABLE

Au Sahara occidental Giscard a tiré prétexte du fait que des Français étaient détenus par le Front Polisario pour tenter de justifier une véritable escalade militaire. Déjà en automne dernier, malgré les dénégations de Guiringaud, l'aviation française est intervenue contre une colonne du Polisario. Mercredi 3 mai, il y a un peu plus d'une semaine, les « Jaguar » ont à nouveau récidivé et cette fois-ci, Guiringaud a décidé cyniquement de revendiquer cette agression. Il s'efforce de la justifier en invoquant la défense des 200 Français qui vivent à Zouerat en Mauritanie. En fait tout ceci n'est que prétexte et si l'aviation française est intervenue, c'est d'après le ministère Saharaoui de la Défense, pour sauver de l'anéantissement total des troupes marocaines attaquées par le Polisario.

NOTRE POSITION

Dans l'affaire du Zaïre

nous n'avons pas condamné l'intervention française parce qu'elle permettait objectivement à cet État indépendant, de mettre tous les atouts de son côté dans la lutte contre une agression soviéto-cubaine qui représentait une menace autrement brutale et immédiate.

De même nous ne condamnons pas pour l'instant l'envoi des Casques bleus au Liban. Certes ce n'est pas sans arrière-pensée non plus que le gouvernement les a envoyés dans une région où l'impérialisme français s'est toujours efforcé de garder quelque influence. Mais si les pays arabes de la région et l'OLP elle-même l'ont accepté, c'est tant qu'il se borne, d'après la résolution 425 de l'ONU, qu'ils sont décidés à faire respecter, à organiser le départ des troupes sionistes. Ces deux cas, confirment que la France est un pays du second monde qui conserve ses visées impérialistes mais n'en a pas toujours forcément les moyens.

Par contre quand l'impérialisme français trouve les moyens de se livrer encore à l'agression comme au Tchad et au Sahara occidental notre ligne de conduite est la suivante. Nous le dénonçons, nous appelons à le combattre et à exiger le retrait des troupes françaises hors du Tchad et du Sahara occidental.

L'Afrique aux Africains c'est le titre et le thème de l'éditorial de l'Humanité du

8 mai 1978. L'organe central du PCF s'en donne à cœur joie pour condamner l'intervention française au Tchad et au Sahara occidental. Elle la condamne avec indignation, mais cette indignation est strictement réservée à l'impérialisme français. Il n'y a en effet aucune condamnation dans cet éditorial des menées en Afrique du social-impérialisme soviétique dont le nom

n'est même pas prononcé. Bien plus l'Humanité met sur le même plan l'intervention française au Tchad et l'aide gouvernementale au Zaïre l'année dernière. Condamne-t-elle cette aide parce qu'elle a contribué à empêcher les troupes soviéto-cubaines d'envahir le Zaïre « L'Afrique aux Africains, sauf pour les Russes », voilà quel devrait être le véritable titre de cet éditorial.

Fête de l'Humanité rouge

LE 14 MAI A AGEN
DE 14 h à 23 h, Terrain des Iles

Film, stands, chants basques
Buffet, bal populaire avec URRIA

PARIS
MAI 68 - AU STUDIO ST-SÉVERIN
12, rue St-Séverin - Paris 5e

Depuis mercredi, huit films sur Mai 68 sont projetés à Paris au cinéma Saint-Séverin. Nous ne pouvons indiquer les horaires de projection. Pour les avoir, téléphoner au cinéma Saint-Séverin : 033 50 91

LYON
AU CINÉMA FAMILIA
262, rue Duguesclin - Lyon

« Tras os montes », de A Reis et M. Cordeiro du 10 au 16 mai, tous les jours à 18 h, 20 h, 22 h. et samedi et dimanche à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h.



● Dehe-Près de Dijon

Le patron essaye de faire la malle

Rappelons les faits : Dehe, c'est un patron qui sous-traite à la SNCF le renouvellement des voies. Il a l'habitude de loger ses manœuvres dans des wagons pourris en leur faisant payer cet « avantage » 31,50 F par jour (Voir HR No 882) Le boulot est de démonter les voies, sous n'importe quel temps, sans aucun abri, 8 h 30 par jour.

Les manœuvres des chantiers, situés à Mâcon et à SNCF, après avoir interdit Gevrey-triage (10 km de l'accès du chantier aux gré-Dijon) se sont mis en grève vistes, déménage la grue en illimitée pour obtenir une douce - réglementairement, augmentation de la prime tout engin de ce gabarit de déplacement, le 13e mois qui se déplace doit être vérifié par les visiteurs du matériel ; ceux-ci n'étaient pas au courant ; ou alors, la SNCF

Tout ce que le patron a révélé un cadre pour contraindre à leur dire, c'est trésigner ou encore ce dément « n'iet », le lock-out et le licenciement de quinze gars dans la direction SNCF.

par l'extrême « compréhension » de la direction SNCF C'est donc : « Ou vous suivez ou vous rester sur le chantier de Gevrey et le transport du matériel à Châteauneuf, où se trouve un core là et il s'agit de l'empêcher de partir. Même chose d'Elbaeuf.

C'est pourquoi les grévistes ont décidé de mettre en place un piquet, malgré des conditions très difficiles (pas d'abri, le piquet est à plusieurs kilomètres des wagons-dortoirs).

A Mâcon, une campagne de popularisation est déjà engagée.

A Dijon, le syndicat CFDT-cheminot a décidé la participation au piquet, se charge de faire le taxi, lance une campagne de tracts, collectes, soutien, etc.

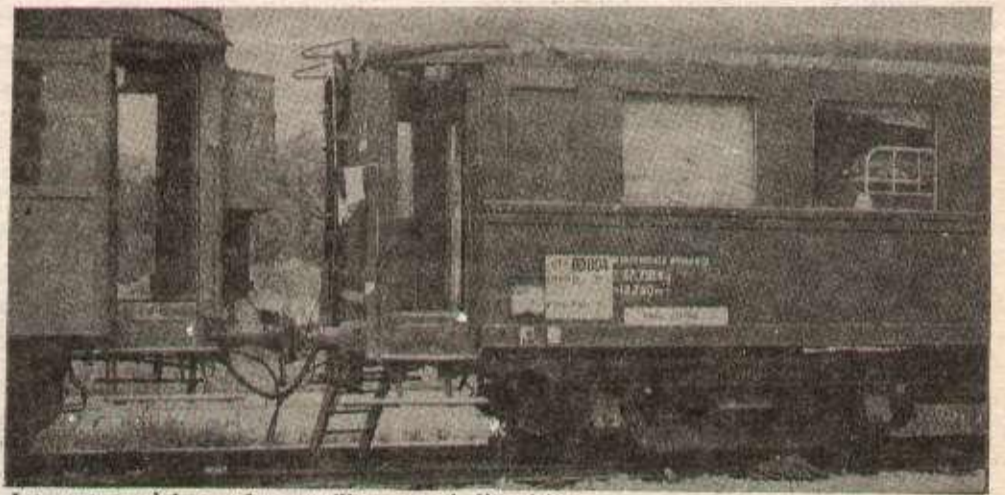
La cellule Pierre Semard du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) a aussi commencé à faire connaître cette lutte dans son bulletin de cellule.

Faites connaître cette lutte contre un patron féodal de « choc » dans tous les chantiers Dehe et autres entreprises sous-traitantes SNCF.

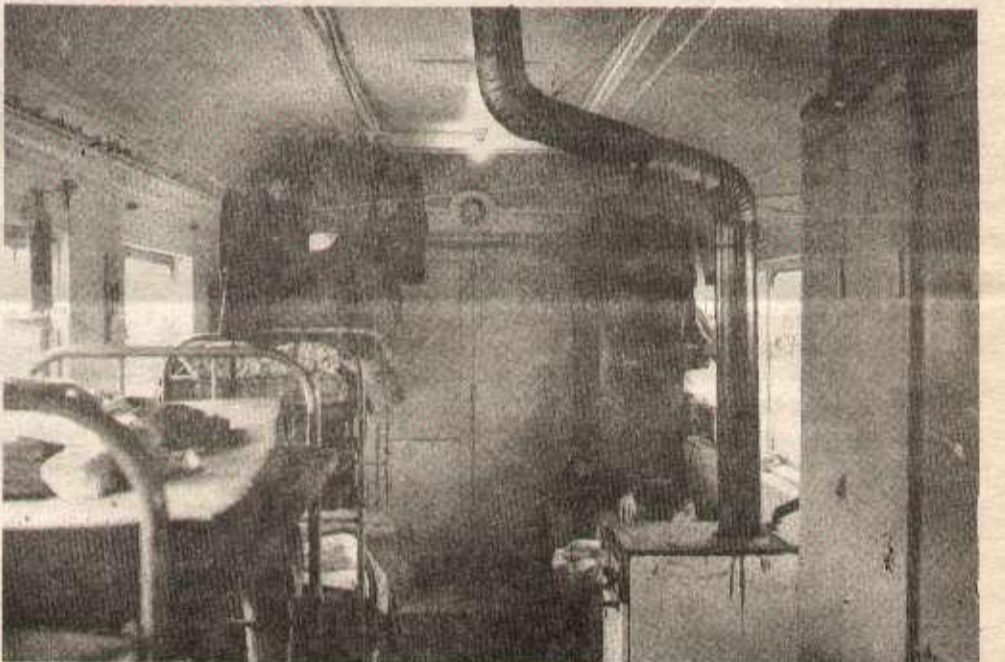
Faites parvenir votre soutien à l'« Humanité rouge » qui transmettra.

Correspondant HR Dijon

PS : Dehe est un « bon » patron : c'est un des responsables du syndicat des patrons du bâtiment TP et il participe aux négociations nationales avec les syndicats !



Les wagons où logent les travailleurs vus de l'extérieur. A l'intérieur : entassés les uns sur les autres.



Pour correspondre avec le journal appelez au

205 51 10

3 blessés dans une mine de Lorraine

Trois mineurs ont été blessés dans un accident, vendredi dernier au puits « Merlebach-Nord » des houillères du bassin de Lorraine, à Freyming-Merlebach (Moselle).

A la suite d'une panne de disjoncteur du moteur des ascenseurs qui conduisent au fond des puits, une « cage » dans laquelle avaient pris place soixante mineurs a fait une chute libre de quelques mètres. Les freins de sécurité ont fonctionné normalement.

Le choc, à l'arrivée, fut cependant assez violent, l'ascenseur étant descendu légèrement en-dessous de la recette.

Trois mineurs souffrant de blessures aux jambes ont été hospitalisés à l'hôpital des mines de Freyming-Merlebach ainsi qu'un jeune mineur qui a subi un choc nerveux.

Après avoir été conduits à l'infirmerie de la mine pour y subir un examen médical, dix-huit mineurs ont pu regagner leur domicile. Les autres ouvriers ont pris normalement leur travail.

● SNCF

Grève des wagons-lits

L'intersyndicale des wagons-lits (CGT, CFDT, FO, FMC et CGC) appelle les personnels des secteurs ferroviaires français de la compagnie (restauration et couchettes) à cesser le travail mardi 9 mai. Selon les syndicats, les usagers de la restauration ferroviaire et des voitures-lits doivent s'at-

tendre à « de graves perturbations » de ces activités. Ils protestent contre les projets de la direction de licenciements collectifs pour 1978 alors que les compressions d'emplois s'élevaient déjà au 31 mars dernier, à 439 agents titulaires pour les 16 derniers mois, dont 127 en septembre 1977.

● Dépôt RATP Hainaut-Paris 19e

Percer le mur du silence

Lundi 8 mai, il y avait assemblée générale des grévistes au dépôt RATP-Hainaut, dans le 19e arrondissement à Paris.

Le dépôt compte 70 % de grévistes. En tout, lundi, il y avait douze dépôts sur vingt-trois en grève, dans des proportions variant entre 70 et 100 %.

Une manifestation a été organisée mardi dernier, à 9 h 30, au siège de la direction (quai des Grands Augustins) à Paris. L'assemblée générale a discuté d'éventuelles formes d'action à substituer à la grève de 24 h à partir de mercredi. Plusieurs propositions ont été avancées. Soit une heure en début de poste, ce qui n'a pas semblé très réaliste aux travailleurs présents, la direction s'efforçant de mettre des non-grévistes en début de poste pour qu'il n'y ait pas de trou.

La proposition qui a retenu le plus l'attention des travailleurs est celle d'un préavis de grève permanent qui conduirait à déclencher des grèves-surprise sur le tas.

Pour nous, nous appelons nos amis et lecteurs à populariser largement cette grève autour d'eux, surtout dans la région parisienne. La radio et la télévision s'ingénient ouvertement à limiter la portée de cette grève, ce qui est une habitude, mais essaient aussi de tourner la population contre les grévistes au nom du « service public ».

Avec le plan Barre III, la direction de la RATP se sent très forte et ne semble pas prête à céder. C'est pourquoi notre soutien doit être actif. Allons voir les machinistes en grève et discutons avec eux de leurs revendications.

En bref En bref En bref

GREVE A RENAULT-FLINS. Depuis plus d'une semaine, pour 130 travailleurs des carrousels-sièges, la grève est illimitée. Les grévistes revendiquent la qualification de P1, ainsi qu'une diminution de la charge de travail qui s'est accrue avec le lancement de la voiture R 18. La direction essaie de briser la grève en faisant fabriquer des sièges à l'extérieur.

MEETING D'AGRICULTEURS contre les montants compensatoires à Douai (Nord). Ils étaient 600 paysans rassemblés à l'occasion de l'ouverture du Conseil des Ministres de l'Agriculture des Neuf, à Bruxelles. Les paysans réclament « La dévaluation du franc vert » et la suppression, dans un délai maximum de trois ans, des montants compensatoires responsables de la disparité des revenus entre les agriculteurs français et ceux des autres pays du Marché commun.

LA COORDINATION PARISIENNE DES RADIOS-LIBRES organise en ce moment une semaine d'action et appelle ses auditeurs à « Venir nombreux sur les lieux d'émissions, les émissions étant toujours susceptibles d'être brouillées par la police ». Un rassemblement devant les locaux de la Télédiffusion de France, aux Buttes Chaumont, est prévu pour mercredi à partir de 17 heures.

DES RÉALISATEURS DE TÉLÉVISION qui ont quitté la CGT pour adhérer à la CFDT ont tenu lundi une conférence de presse. Ils ont expliqué leur choix par les prises de positions de la CGT lors des dernières élections législatives. Ils appellent par ailleurs à une « lutte unitaire » pour les revendications de leur profession.



● Cantine PTT-Montpellier

UN CADEAU EMPOISONNÉ...

A l'occasion des élections des représentants du personnel à la cantine, nous avons décidé de diffuser massivement un tract (document No 1 - extraits) qui, prouvé à l'appui, montrait le rôle patronal des représentants CGT, CFDT, FO, au conseil d'administration et qui appelait les postiers à s'abstenir.

Le lundi matin, les camarades qui diffusaient ont été attaqués par des dirigeants syndicaux qui les ont menacés de revenir avec du monde pour les virer. Ils n'ont pas trouvé certainement l'appui escompté et la diffusion a pu continuer.

A midi, la diffusion s'est faite devant le bureau de vote, et là, personne n'a osé faire quoi que ce soit contre nous, ce qui prouve bien que nous avons tapé juste.

Le tract a été accueilli très favorablement parmi les travailleurs. Quant aux résultats : 40 % d'abstention sur les inscrits et moins de 562 bulle-

tins exprimés alors qu'il y a plus de 1 000 travailleurs concernés ! Et pourtant vraiment, les dirigeants syndicaux ont mis le paquet pour faire voter !

Dans les services où nous sommes le plus liés aux postiers, personne n'est allé voter, alors que chacun avait été pris à part pour l'amener à bien voter.

Par ailleurs, quelques jours après ces élections a été diffusé le texte ci-joint du Comité des œuvres sociales (voir fac-similé).

N'est-ce pas la meilleure preuve qu'il y eut deux voies :
- Celle des dirigeants CGT, FO, CFDT, et du COS qui demandent aux postiers de faire un petit cadeau pour remercier les travailleurs d'avoir été surexploités.
- Celle proposée par les révolutionnaires : la lutte classe contre classe et l'unité entre tous, postiers et travailleurs des cantines, contre le capitalisme !

Correspondant HR - PTT

Document no1-Extraits

Il existe une convention collective des restaurants PTT signée par toutes les organisations syndicales. En voici quelques extraits :

ARTICLE 3 :
« A l'embauche, tous les employés devront effectuer six mois consécutifs avant de pouvoir prétendre au bénéfice de la dite convention. Durant cette période, ils pourront être renvoyés sur un simple préavis d'une semaine... si le gérant les déclare inaptes à l'emploi sollicité. »

« Le personnel congédié pourra prétendre à deux heures par jour de délai congé, ou quatre tous les deux jours en accord avec les parties, sauf les cas visés à l'article 9 et 3 ci-dessus. » !!!

ARTICLE 7 : GARANTI DE L'EMPLOI
« En cas de compression de personnel pour raison économique... Si les licenciements sont nécessaires, ils devront être opérés parmi la catégorie de personnel intéressé, compte tenu d'abord de l'ancienneté puis des aptitudes professionnelles et des charges de famille de chacun des employés mis en cause. Pour l'appréciation des charges de famille, on ajoutera un an d'ancienneté par personne à charge. »

Le rôle patronal des représentants syndicaux



des Associations du Personnel PTT de l'Hérault

- 34035 MONTPELLIER Cedex - Tél. : 54.36.40 -

ENCORE BRAVO ! MERCI

Les travaux de réaménagement de notre restaurant administratif Rondelet sont en bonne voie d'achèvement.

En définitive il apparaît que la fermeture envisagée, lors de l'élaboration du programme des travaux, n'interviendra pas - sauf un jour peut-être, ou deux au maximum, pour les ultimes mises au point -

Le conseil d'Administration vous en tiendra informé.

Un tel résultat est le fruit de la compétence et du dévouement de tous ceux qui ont participé à l'opération mais aussi et tout particulièrement à la bonne volonté et à l'aimable compréhension du Personnel du restaurant Administratif. Grâce à eux nous avons pu continuer à prendre nos repas, sans gêne excessive, même au plus fort des travaux car ils ont accepté de travailler dans des conditions très difficiles et parfois acrobatiques.

Vous êtes nombreuses et nombreux à l'avoir remarqué et c'est pourquoi le C.O.S. vous propose de marquer notre gratitude à toutes et à tous, gérant, chef, cuisiniers, plongeurs, serveuses, en vous associant à l'achat d'un cadeau personnel qui serait offert à chacun d'eux lors de l'inauguration du Self service.

Si vous souhaitez participer, versez votre obole au C.C.P. n°: 69.17 à Montpellier du C.O.S. des P.T.T. de l'Hérault en indiquant au verso du virement la mention :

« Pour remercier le personnel du restaurant Administratif »

Vous pouvez faire mieux encore en organisant une collecte au sein de votre bureau de votre centre, de votre service et en versant le produit au même C.O.S.

Merci pour votre geste d'amitié :

Pour le C.O.S.

Le Président.

l'Humanité Rouge

S'unir dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre

• Allemagne de l'Ouest

Brejnev menace :

« ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE »



L'HUMANITE ROUGE A « TRIBUNE LIBRE »

Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40

« LES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF »

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D La Source

Le n° 29
de l'Humanité rouge
bimensuel est paru

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

1er
M
A
I



Sortir de l'impasse
C'EST POSSIBLE !

A l'hospice de Nanterre

DES VIEUX AU MITARD !

Un ancien conseiller de Paris, Joël Weiss, vient de révéler les conditions moyenâgeuses auxquelles sont soumis certains vieillards, pensionnaires de l'hospice de Nanterre. En voici un aperçu.

Le bâtiment No 6 de l'hospice est appelé « Bloc 45 ». Dans une cellule de ce bloc, M. Weiss déclare avoir vu un vieillard couché sur une paille posée à même le sol et au pied de laquelle est posée une latrine (les WC) à la turque avec chasse d'eau extérieure. Cette cellule était dépourvue de tout chauffage. Pour toute fenêtre, une simple lucarne dotée de barreaux. La porte est double : une première porte est en bois, formée par

trois verrous et percée d'un judas. Une seconde porte possède, elle, des barreaux de fer. Ce « Bloc 45 », a indiqué M. Weiss, « est la terreur des petits vieux de Nanterre qui y sont enfermés pour la nuit à la suite d'une altercation avec un gardien ou s'ils sont pris de boisson ».

La maison de Nanterre était utilisée à la fin du 19e siècle comme prison. En 1902, elle recevra des indi-

gents, des vieux abandonnés. Si une partie en a été rénovée, le bâtiment No 6, lui, ne l'a jamais été. Il est toujours tel qu'il était quand la maison était une prison. Ces vieilles structures carcérales servent donc aujourd'hui à punir les vieux qui sont un peu nerveux ou agités. Les services gouvernementaux, eux, sont au courant depuis des années de l'existence de ce bâtiment et de son usage.

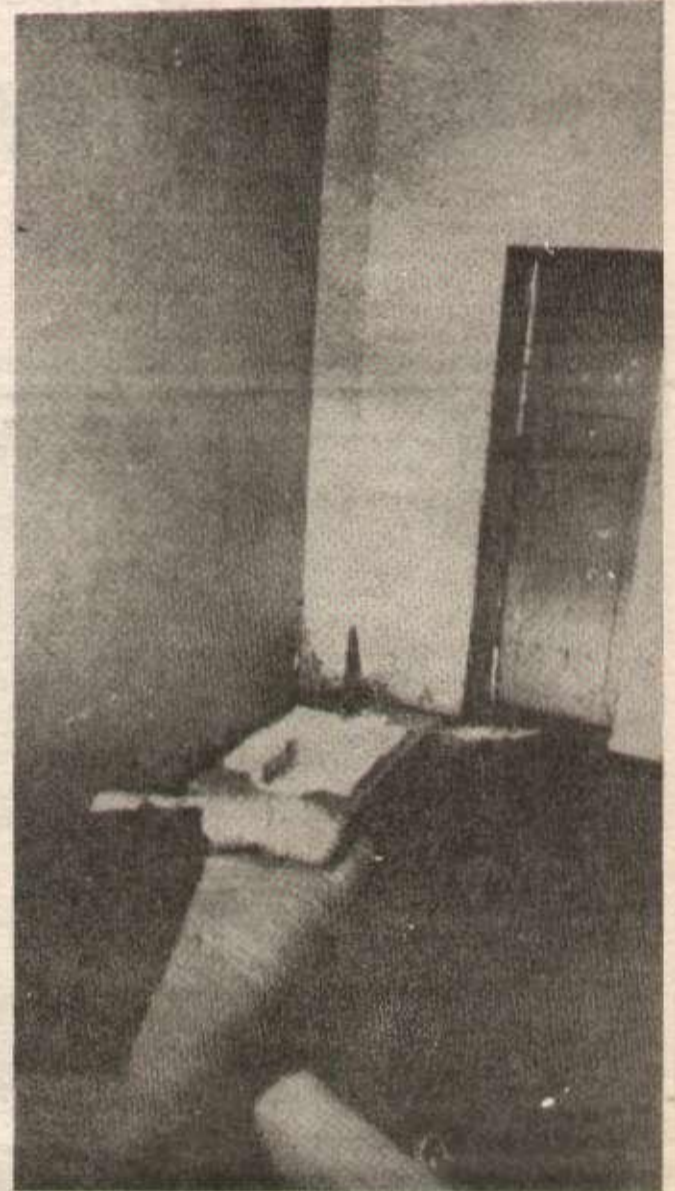
FAITS CONFIRMÉS PAR UN JOURNALISTE DE L'AFP

Après cette déclaration de l'ancien conseiller de

Paris, la préfecture de police qui gère cet hospice a invité un journaliste de l'AFP à visiter les lieux, sans doute pour lui faire contredire l'ex-conseiller. Mais le journaliste a confirmé les déclarations de celui-ci : « L'ancienne prison, bâtiment qui porte le No 6 et est surnommé « Bloc 45 », comporte sur deux niveaux des files de cellules, bordées de passerelles à l'étage et un poste de surveillance central. La cellule No 51-52 est bien telle que l'a décrite M. Weiss ». Tels sont quelques-uns des propos du journaliste de l'AFP. La police, elle, dément que cet endroit soit utilisé comme mitard, mais admet qu'en hiver, des clochards, ramassés dans la rue, y passent quelques nuits, ce qui est une manière de reconnaître la vérité des faits.

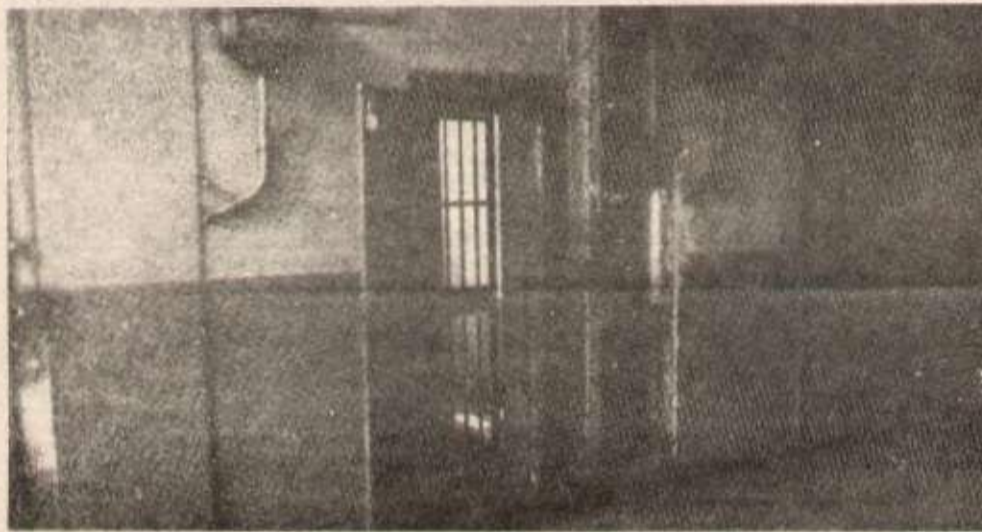
80 A 120 F PAR MOIS

Ajoutons encore que les vieux de Nanterre qui se portent volontaires pour faire de petits travaux de vannerie ou de plomberie ne reçoivent que 45 à 60 F par mois. La direction prétend que les vieux sont employés deux heures par jour et



touchent 80 à 120 F par mois. Cette précision confirme la situation honteuse dans laquelle se retrouvent les vieux de Nanterre, 60 ou 120 F par mois, quelle différence au fond ?

Le scandale de cet hospice, c'est de manière voyante et crue le scandale de la vie des vieux travailleurs rejetés comme des rebuts par une société qui les a exploités jusqu'à la moëlle.



Le congrès des jeunes avocats

La mainmise criante du pouvoir sur la justice

Le congrès des jeunes avocats réunis à Rouen la semaine passée a fait le procès de ce qu'on peut appeler la soumission de la justice au pouvoir et à la classe dominante : la bourgeoisie.

La justice fait partie de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et il est intéressant de savoir comment, concrètement, la classe au pouvoir a la main haute sur la justice.

NON AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

La seconde journée du congrès a été consacrée en partie au thème : « l'érosion du pouvoir judiciaire ». Par là, les jeunes avocats désignent l'existence et la prolifération de commissions administratives comme par exemple celles du retrait du permis de conduire et celle des expulsions, qui sont au nombre de 150 actuellement et qui, de plus en plus, se substituent aux tribunaux judiciaires. Ces commissions qui agissent dans le secret et dans l'arbitraire constituent une véritable justice parallèle répressive. Les jeu-

nes avocats demandent qu'on supprime ces commissions ou qu'on leur retire tout pouvoir de décision, qui ne doit appartenir selon eux, qu'à la justice.

LE PARQUET AU SERVICE DU POUVOIR POLITIQUE

Mais l'essentiel des débats a porté sur les pouvoirs du parquet. Le parquet est formé de magistrats qui plaident au nom de la « société », « au nom du peuple ». Ils exercent sous l'autorité du procureur de la République ou auprès d'une cour d'appel sous l'autorité du procureur général.

Les jeunes avocats ont dénoncé les pouvoirs de ces magistrats comme exorbitants et inégalitaires comparés à ceux de la défense.

Après avoir rappelé que le parquet était une structure judiciaire soumise au

pouvoir exécutif et dépendante de lui, les jeunes avocats ont déploré l'ambiguïté qui existe entre les magistrats du siège (c'est-à-dire ceux qui jugent et ceux qui instruisent les affaires) et les magistrats du parquet (qui au ministère public accusent et dont la mission est de « veiller à l'application de la loi dans l'intérêt de la société »).

« Le parquet, ont-ils souligné, décide des poursuites sans aucun contrôle. Il agit bien souvent sur directive du Garde des Sceaux. Il a accès à toutes les procédures civiles et pénales et à tous les dossiers. Ses prérogatives sont énormes et disproportionnées dans le duel accusation-défense ». « Les juges d'instruction, ont-ils poursuivi, sont eux aussi inféodés à la puissance du parquet. Souvent, les décisions qu'ils prennent sont fonction de ce que souhaite le parquet, c'est-à-dire le pouvoir politique. C'est une sujétion intolérable ». « Des affaires comme

celle de X laus Croissant permettent de dire que le ministère public s'est, en ces occasions, identifié au pouvoir politique. Des affaires comme celles du juge Ceccaldi et de Mlle Guemann illustrent dangereusement la dépendance des magistrats du parquet et démontrent que lorsqu'ils entendent ne pas s'y soumettre, ils sont sanctionnés ».

Ces prises de position viennent après un certain nombre de luttes des avocats et magistrats contre la violation de certaines libertés démocratiques par le pouvoir.

Certes, il n'est pas possible de remettre en cause les liens de l'appareil judiciaire avec le pouvoir politique et donc avec le pouvoir de la bourgeoisie, sans renverser le pouvoir politique et donc la bourgeoisie. Mais la lutte contre les atteintes aux libertés démocratiques et contre la répression politique est très positive et doit être menée de l'avant. Ce congrès des jeunes avocats a été une contribution à cette lutte.

Amoco-Cadiz : Barre s'en prend au capitaine du navire

L'art de jongler avec les responsabilités

La collision survenue samedi en mer du Nord entre le pétrolier grec « Eleni V » et le cargo français « Roseline », même s'il n'a pas provoqué une marée noire importante semble-t-il, a tout de même montré que, près de deux mois après l'accident de l'Amoco Cadiz, rien n'avait été sérieusement réglé en matière de circulation des pétroliers. Les pétroliers grands ou petits continuent de naviguer, sans égard pour l'environnement et la sauvegarde de l'océan. Si la cargaison du pétrolier grec ne s'est pas déversée à la mer, c'est que les cuves du navire qui a été coupé en deux, n'ont pas, elles, été touchées.

Un rapport signé de Barre présenté la semaine dernière à Londres a une réunion spécialisée d'un organisme intergouvernemental sur la mer, montre avec un éclairage on ne peut plus cru, que le gouvernement

français cherche à détourner les responsabilités de la catastrophe de l'Amoco Cadiz. Barre, en effet, rend le capitaine de l'Amoco Cadiz responsable de la marée noire, parce qu'il n'a pas averti à temps les autorités françaises du danger que faisait courir son bateau aux côtes et à la mer. Or il est évident que le capitaine du pétrolier a obéi aux règlements qui ont cours en pareil cas et s'est plié aux ordres de sa compagnie. Il n'a pas pu agir de sa propre initiative. En rejetant ainsi la faute sur le capitaine de l'Amoco Cadiz, Barre, met dans l'ombre les véritables responsables que sont la Shell, la compagnie qui exploitait l'Amoco Cadiz et aussi le gouvernement français qui ne fait rien de sérieux pour protéger les côtes françaises. L'intoxication à laquelle se livre le triste Barre ne trompera personne, particulièrement en Bretagne.

MAI 68

Ce que Marchais voudrait faire oublier...

Mai 1968 est actuellement soumis à rude épreuve par ceux qui voudraient profiter de ce 10^e anniversaire pour le mettre au musée et qui s'emploient de toutes leurs forces à en donner une image inoffensive. Ce grand mouvement révolutionnaire de masse auquel participèrent étudiants et ouvriers (ce fut la plus grande grève qu'ait jamais connue la France) reste en travers de la gorge de tous les partis traditionnels, en particulier du PCF qui se parait, à l'époque, du titre de « parti révolutionnaire » et en qui les masses n'ont vu qu'un défenseur acharné de l'ordre bourgeois.

Aujourd'hui, les dirigeants du PCF voudraient bien faire oublier l'hostilité déclarée qu'ils manifestèrent à l'égard du mouvement étudiant et

(...) Le 3 mai au matin, l'« Humanité », qu'avaient jadis honorée les plumes d'authentiques communistes mais qui s'était plongée depuis maintenant longtemps dans le borborygme putride de la trahison, publiait en première page un long article d'un secrétaire du Comité central, Georges Marchais, sous le titre « De faux révolutionnaires à démasquer ».

(...) Que disait donc ce Georges Marchais dans son fameux article ?

Il développait, sur trois colonnes à la une et sept colonnes à la quatre, le thème mensonger et stupide de la collusion entre toutes les organisations qui dénonçaient le révisionnisme, désignées comme « maoïstes, trotskistes et anarchistes », avec le pouvoir gaulliste. C'était, on le voit, agir comme « le voleur qui crie au voleur » !. Il ajoutait à cet amalgame malhonnête et à cette calomnie quelques autres canailleries sans le moindre rapport avec la réalité :

« Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants, écrivait-il, agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine » (Ici, manifestation étudiante).

favorise les provocations fascistes, voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier. De plus en plus, on les trouve aux portes des entreprises ou dans les centres de travailleurs émigrés distribuant tracts et autre matériel de propagande.

« Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes... ».

Cet article souleva une grande indignation non seulement chez les étudiants dans leur ensemble, mais aussi dans les rangs du Parti « communiste » français. En effet, bon nombre d'adhérents exprimèrent dans leurs organisations de base leur réprobation des injures lancées contre la jeunesse intellectuelle et de l'appel plus ou moins explicite à la répression contre elle.

Une délégation d'intellectuels, membres du parti révisionniste, se rendit au siège du Comité central pour protester ; elle y fut reçue par trois des membres de la Di-

rection nationale du parti, mais n'obtint aucun engagement de leur part, tout au contraire.

Dans toute la France, d'autres militants, encore adhérents de base, déchirèrent leurs cartes et adressèrent à Waldeck-Rochet leur démission.

Pendant ce temps, la municipalité révisionniste de Nanterre, présidée par son maire, Raymond Barbé, publia une résolution particulièrement odieuse à l'occasion de la fermeture autoritaire de la faculté ordonnée par le gouvernement. Au lieu de rejeter tous les torts sur le pouvoir, elle invoqua exclusivement « certains groupuscules (anarchistes, trotskistes, maoïstes, etc.), composés de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit », n'hésitant pas à lancer contre les étudiants les accusations de « dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycottage des examens, etc. ».

En somme, les élus municipaux prétendus « ouvriers » de cette importante commune de la banlieue parisienne revendiquaient publiquement le maintien de l'ordre bourgeois.

le rôle de briseurs de grève qu'ils jouèrent à l'égard du mouvement ouvrier.

Pour un peu, ils se présenteraient aujourd'hui comme les inspirateurs et les héritiers de Mai. C'est ainsi que M. Dominique Vidal, qui était à l'époque secrétaire national de l'Union des étudiants communistes, écrit dans « France Nouvelle » : « Le 22^e congrès n'est-il pas un peu l'enfant du mariage conclu entre le PC et Mai 1968 ? ».

Nous publions ci-dessous deux extraits du livre de Jacques Jurquet « Le Printemps révolutionnaire de 1968 » qui en disent long sur les « liens d'amour » qui unissaient les dirigeants du PCF et le mouvement des masses.



Séguy devant les ouvriers de l'île Seguin. Il se fera huer...

(...) La première semonce fut d'ailleurs décisive, elle vint des cinquante mille grévistes de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt. Le discours que Séguy vint y faire dès le lundi matin pour présenter les résultats — « qui ne sauraient être négligés » (selon sa propre expression satisfaite) — de ses tractations avec le patronat restera longtemps comme l'exemple d'une pantalonnade tragi-comique faisant tomber le masque d'une marionnette révisionniste.

Parvenu devant le micro, rempli d'une profonde auto-satisfaction et plein d'assurance et de suffisance, ce syndicaliste « en peau de lapin » dut bien vite modifier son comportement et infléchir le ton de son discours dans un sens tout différent de ce qu'il avait prévu. Aucun art démagogique, si consommé soit-il, n'était en mesure de tromper ces travailleurs parmi lesquels jeunes et immigrés constituaient un solide et ardent contingent.

Sous les huées lancées contre le gouvernement et le patronat, Séguy fut contraint d'affirmer que la CGT n'avait pris aucun engagement et n'avait pas encore signé le protocole d'accord de Grenelle. Et, aussitôt, les ouvriers de la régie Renault refusèrent les « propositions » qui leur étaient présentées et contre lesquelles, en vérité, Séguy, s'il avait été autre chose qu'un pantin au service de la bourgeoisie, aurait lui-même mené une lutte sans répit et de principe, au lieu d'accepter de faire le commis-voyageur pour représenter le patronat et le pouvoir auprès des grévistes.

On apprit bientôt que presque partout les ouvriers en grève avaient la même réaction que les métallurgistes de l'usine de Billancourt et refusaient catégoriquement les mêmes des accords-maquignons de Grenelle.

Dix millions de travailleurs commençaient donc leur seconde semaine de grève, plus de la moitié des usines de France était occupée.



Grève à la RATP

Ils tiennent bon !

(Suite de la page une)

(alors que le mot d'ordre court toujours). Il est curieux de remarquer qu'au dépôt de Fontenay-aux-Roses, des agents commençant à 5 h ont pris leur service avec deux heures de retard (passées au piquet de grève). Ils ont ensuite sorti les bus sans être pour autant punis ou amputés de TC (TC : temps dû par la Régie à l'agent). Deux poids, deux mesures (Voir Pleyel).

De nombreux cadres, tant au terminus que dans la salle du personnel se

sont permis de chercher à casser l'unité en démobilisant les agents grévistes.

Mais les machinistes en lutte depuis le 27 avril sont toujours décidés à aller jusqu'au bout de leur combat malgré les « jaurnards » qui ne pensent qu'à la carotte hypothétique que la direction leur tend.

Le 9 mai, les agents en lutte se rendent en masse au siège de la RATP pour protester contre le refus de la direction d'ouvrir de véritables négociations.

Tous les travailleurs sont conscients de l'apreté de

la lutte.

Tous unis dans l'action, ils peuvent faire céder la direction et les autorités de tutelle (ministère des Transports).

Si vous voulez nous aider à populariser notre lutte, adressez votre soutien à

CFDT No Cpte
151 033 44 001
Agence Crédit agricole
7, rue
Paul-Vaillant Couturier
Clamart (92)

Des marxistes-léninistes
du dépôt de
Fontenay-aux-Roses

Nouvelle tactique du PCF ?

«La condition du changement, c'est la lutte» déclare «l'Humanité»

L'éditorial de l'« Humanité » de mardi est consacré à la rencontre Séguy-Ceyrac. Après un certain nombre de platitudes sur le fait que la droite a gagné les élections législatives (de justesse, précise-t-on) et sur le fait que Ceyrac applique le plan Barre et refuse de céder, l'éditorialiste en vient à ce qui est de plus en plus le thème de propagande actuel du PCF : « La condition première d'un changement favorable aux travailleurs réside exclusivement dans l'action, dans la lutte ».

De même, quand l'Union de la gauche allait de division en division, lors de la réactualisation du Programme commun, Marchais multipliait les appels aux travailleurs. L'« Humanité » sortait, à plusieurs reprises, un numéro spécial sur le thème : « Aidez-nous... à refaire l'Union de la gauche.

Si cette tactique n'est pas nouvelle donc, il faut toutefois y prêter attention, car elle correspond, aujourd'hui comme hier, à l'aspiration de nombreux militants et électeurs du PCF qui savent par expérience que seule la lutte paie. C'est devant le mécontentement de ces militants, après l'échec électoral de mars, que la direction du PCF a remis en avant ce thème de propagande de l'action et de la lutte.

Car ce n'est bien, jusqu'à ce jour du moins, qu'un thème de propagande. Séguy, membre du Bureau politique, a beau dé-

noncer Ceyrac, il retournera négocier à froid. Et l'« Humanité » a beau prêcher la lutte, il n'empêche que ce ne sont pas les responsables du PCF à la tête de la CGT qui ont impulsé ou sont à l'avant-garde du mouvement de grève, de la RATP par exemple...

Puis l'éditorial déclare que c'est là le point le plus important du rapport de Marchais au dernier Comité central : « C'est à l'action, à la lutte que le rapport, adopté fin avril par le Comité central de notre parti, a consacré un chapitre essentiel ».

Il rappelle la citation suivante : « Partout, il faut éveiller, animer, organiser la prise en mains par les intéressés de leurs revendications et de leurs aspirations, leur action pour faire triompher les meilleures solutions possibles, dès maintenant ».

Après avoir souligné que les dirigeants du PCF con-

cevaient cette action comme « quotidienne », l'« Humanité » précise : « C'est dans cette action que se reconstruit une union plus forte et plus large, l'alliance solide et la coopération durable des hommes et des partis décidés vraiment à procéder à des réformes de structure mettant en cause la domination du capital sur la vie nationale ».

C'est bien là, en effet, un accent nouveau mis sur la lutte et sur « le Programme commun à la base, dans l'action ». Il nous faut faire à ce sujet plusieurs remarques.

Tout d'abord, il n'y a aucun changement de stratégie de la part du PCF. Il s'agit bien toujours pour ses dirigeants de refaire une fois de plus cette union de la gauche défunte (« L'alliance solide des hommes et des partis ») pour une politique réformatrice (« les réformes de structure »).

La tactique qui consiste à mettre les luttes quotidiennes des travailleurs au service de l'Union de la gauche n'est pas vraiment nouvelle non plus. C'est même l'Union de la gauche, le vote à gauche qui sont depuis des années les seules perspectives qu'ouvrait le PCF aux travailleurs en lutte : votez bien et tout ira bien...



Un chauffeur qui continue le travail, interpellé par les grévistes.

Football et fascisme

Les 22 joueurs sélectionnés pour la Coupe du monde de football et qui s'envoleront pour le pays du fasciste Videla seront connus jeudi soir, après le match de l'équipe de France contre... le pays du Shah d'Iran qui n'a pas grand-chose à envier à Videla.

Le match de football France-Iran se déroulera à un moment où se développent dans ce pays de violentes et nombreuses manifestations étudiantes. Samedi, dans les rues de Chiraz, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté, brisant les devantures de deux cinémas, d'une banque et d'une pharmacie au cours d'affrontements avec la po-

lice.

L'université de Pahlavi est quadrillée pour contrôler les étudiants et, selon un communiqué officiel du gouvernement iranien, « filtrer les vrais étudiants des vandales ». On sait, par expérience, que la bourgeoisie de tous les pays du monde a l'habitude de traiter de « vandale » tout contestataire...

A Babol, vingt-deux étudiants sont passés devant le tribunal. Enfin, signalons que la plupart des cours de l'université d'Ispahan ont été suspendus dimanche, les étudiants exigeant notamment qu'une nouvelle session d'examen soit tenue.

L'évasion de Mesrine (Suite de la page 1)

Trop belle pour être honnête

Par hasard, une échelle se trouvait juste contre le mur. Mesrine y grimpe et parvient ainsi à s'évader. Les policiers chargés de la surveillance finirent bien par tirer mais sur un complice qui a été tué. Mesrine, lui, s'en est sorti.

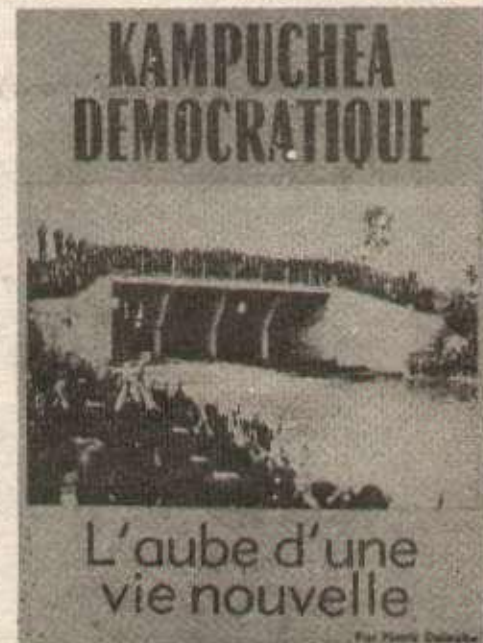
Curieux donc ! Mais quand on sait que Mesrine est un ancien d'Algérie qui, en 1959, rejoignait l'OAS, on comprend un peu mieux que cette invasion impossible ait pu réussir aussi facilement.

Cette évasion est du mé-

me acabit que celle d'un autre truand d'extrême-droite : Spaggiari, qui s'était « évadé » avec la complicité évidente de la police. Le pouvoir est derrière cette évasion. Cela ne fait aucun doute. Face au SAC et aux réseaux Foccart qui soutiennent Chirac, Giscard n'est-il pas en train de mettre sur pied ses propres services parallèles armés ? On sait que les barbouzes sont l'âme de ce genre d'organisation. Peut-être est-ce la réponse à l'interrogation que pose cette évasion ?

LE TABAC ET LES CIGARETTES augmenteront le 16 mai de 15 %. Les Gauloises coûteront 2 F 30, les Gitanes 3 F. Ces hausses sont bien sûr une des « heureuses » conséquences du plan Barre 3.

Une nouvelle brochure est parue



Passez vos commandes à APN-Éditions
BP 279
75 866 Paris Cedex 18

Prix : 10 F